



PROJET DROITS HUMAINS 2014 - 2018

Cameroun

Le projet Droits humains est un projet de plaidoyer visant à renforcer le respect des droits des populations clés, particulièrement exposées et vulnérables au VIH/sida. En renforçant les droits de ces personnes, il entend favoriser leur accès à la prévention et aux traitements du VIH/sida.

Le projet est cofinancé par AIDES, première association française de lutte contre le VIH/sida et les hépatites, et l'Agence française de développement (AFD), et mis en œuvre dans sept pays, en Afrique (Tunisie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Cameroun et Burundi) et dans les Caraïbes (Haïti et République dominicaine). Il repose sur le financement d'une ressource humaine entièrement dédiée au plaidoyer en faveur des droits des populations clés.

Rencontre périodique nationale entre journalistes et organisations LGBTI, organisée par Alternatives Cameroun à Douala le 24 novembre 2017



CONTEXTUALISATION

Contexte épidémiologique

L'infection au VIH constitue un véritable problème de santé publique au Cameroun où elle a un impact sur le développement économique et social du pays. Le taux de prévalence dans la population générale est de 3,9 % en 2016 selon l'Onusida, contre 4,3 % en 2011, soit une légère amélioration.

Au Cameroun, 560 000 personnes vivent avec le VIH (PVVIH) dont 37 % sous traitement antirétroviral, ce qui signifie que 63 % des PVVIH ne prennent pas de traitement. C'est au sein des populations clés que l'épidémie est la plus concentrée : 37,2 % des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) vivent avec le VIH au Cameroun (IBBS 2016), 44,3 % à Yaoundé et 24,2 % à Douala (IBBS 2016). Selon des données du ministère de la Santé publique, ces chiffres sont quasiment les mêmes que ceux publiés quatre ans auparavant.

63 %

des PVVIH ne prennent pas de traitement

37,2 %

des HSH vivent avec le VIH

Contexte légal

Le respect des droits humains de tous et toutes, y compris des populations clés, est aujourd'hui considéré comme un élément central de la lutte contre le VIH/sida. Il a été établi que la stigmatisation et la discrimination font partie des principaux obstacles à une riposte efficace contre le VIH.

Or, le contexte légal camerounais est particulièrement répressif et discriminant vis-à-vis des populations clés. Il constitue un frein à l'accès aux soins pour les HSH.

Article 347.1 du Code pénal : « Est puni d'une amende de 20 000 à 200 000 francs CFA et d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, toute personne qui a des rapports sexuels avec une personne de son sexe. »

Article 83 de la loi sur la cybercriminalité et la cybersécurité : « Est puni d'une amende de 500 000 à 1 000 000 francs CFA et d'un à deux ans d'emprisonnement toute personne qui fait des propositions sexuelles par voie électronique à une personne de son sexe. »

Ces lois ont servi à justifier plusieurs arrestations arbitraires en 2017. Alternatives Cameroun a recensé au moins 21 cas. Selon l'étude IBBS en 2016, 19,3 % de HSH ont dit craindre de se présenter dans des centres de soins par peur d'être stigmatisés ou discriminés.

ALTERNATIVES CAMEROUN

Alternatives Cameroun (Association de lutte pour la tolérance, la liberté d'expression et le respect des personnes de nature indigente et victimes d'exclusion sociale) a été créée en 2006, elle est située à Douala. Elle intervient de manière spécifique auprès des personnes homosexuelles de Douala et ses zones environnantes pour offrir des assistances juridiques, sociales, psychologiques et médicales (prévention et traitement IST/VIH). Elle touche plus de 3 000 LGBTI et compte plus de 400 HSH dans sa file active.

SENSIBILISER LES ACTEURS-RICES CLÉS

Le plaidoyer auprès des acteurs-rices clés occupe un rôle majeur dans la lutte contre le VIH car ces derniers peuvent faire reculer les lignes de l'homophobie et de la discrimination, permettant ainsi aux populations clés d'avoir accès aux soins et de lutter efficacement contre le VIH. C'est avec les soignants-es, les forces de l'ordre, les acteurs-rices du parcours judiciaire et les journalistes qu'Alternatives Cameroun a le plus travaillé : 246 personnes ont directement été sensibilisées dans le cadre du projet.

Collaboration avec les journalistes

Le contexte médiatique camerounais a été marqué par de nombreuses campagnes homophobes, dont des articles et unes « d'outings forcés » de présumés HSH. Ces campagnes peuvent avoir des conséquences particulièrement délétères pour les personnes « outées » et constituent des obstacles à la lutte contre le VIH/sida.

De façon à favoriser un traitement médiatique plus neutre et éthique des questions liées à l'homosexualité, plusieurs ateliers et rencontres ont ciblé les journalistes : 26 d'entre eux ont été directement sensibilisés-es dans le cadre du projet. Malgré des réticences et représentations fortes sur les populations clés au début des formations, une nette baisse de productions homophobes

a été observée. Depuis, un journaliste radio de Douala anime des émissions dépassionnées sur l'homosexualité et la radio censure les commentaires homophobes des intervenants-es.

Collaboration avec les soignants-es

Les soignants-es ont évidemment un rôle central à jouer dans la lutte contre les discriminations dans l'accès aux soins. Alternatives Cameroun a organisé plusieurs activités pour sensibiliser les soignants-es au respect des droits des populations clés. Les animateurs-rices ont notamment présenté aux participants-es les dispositions du plan stratégique national de lutte contre le VIH/sida, qui exigent une prise en compte particulière des populations cibles du projet dans la lutte contre le VIH pour une meilleure atteinte des trois « 90 » de l'Onusida. En plus des ateliers, Alternatives Cameroun a organisé des séances de sensibilisation sur les lieux de services des soignants-es.

Une infirmière sensibilisée a ainsi indiqué que depuis sa collaboration avec Alternatives Cameroun, elle ne regardait « plus pareil, de façon dénigrante les personnes qui venaient avec des grosses chaînes pendantes et des boucles pour se faire consulter ».

246
personnes
directement
sensibilisées
dans le cadre
du projet Droits
humains :
soignants-es,
forces de l'ordre,
acteurs-rices
du parcours
judiciaire,
journalistes.

DÉNONCER LES VIOLATIONS DES DROITS AU SEIN DES INSTANCES INTERNATIONALES

À défaut de pouvoir toujours porter ses revendications et être entendu au niveau national, Alternatives Cameroun a renforcé ses activités de plaidoyer au sein des instances internationales afin d'accentuer la pression sur le gouvernement pour un meilleur respect des droits des populations clés. L'association, qui avait déjà un statut de membre observateur à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), y a mené différentes actions pour dénoncer les violations des droits des populations clés au Cameroun. Elle a aussi porté ce message au sein des instances onusiennes.

Participation à la CADHP

Grace à son statut d'observateur à la CADHP, Alternatives Cameroun a la possibilité de participer aux sessions et même d'y faire des déclarations. L'association peut également demander à la Commission d'émettre des recommandations à destination du Cameroun en faveur du respect des droits des LGBTI. À l'occasion de la 61^e session de la CADHP qui s'est tenue à Banjul en Gambie, du 1^{er} au 15 novembre 2017, Alternatives Cameroun, avec les associations Humanity First Cameroun et REVS PLUS du Burkina Faso, a rédigé une déclaration lue par le directeur des programmes de l'association, M. Joachim Ntetmen, intitulée « Le droit à la santé des LGBTI en Afrique à l'épreuve des violences basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ».

Soumission des rapports alternatifs

Alternatives Cameroun a soumis quatre rapports alternatifs à l'ONU depuis le début du projet :

- le rapport *Le Cri du Silence* a ainsi été soumis au Comité des droits de l'enfant et documente les cas de stigmatisation et de discrimination que vivent les enfants LGBTBI, notamment les enfants intersexués-es au Cameroun ;
- des rapports ont également été soumis au Comité contre la torture et au Comité des droits de l'homme pour dénoncer les violences faites aux personnes LGBTBI au Cameroun.

Alternatives Cameroun prépare également, en partenariat avec les associations Avaf, Enfants d'Afrique, Positive Vision, Lady's Corporation, un rapport alternatif à l'occasion de l'examen périodique universel du Cameroun au Conseil des droits de l'homme en mai 2018.

PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS

Le plaidoyer en faveur des droits des populations clés est central dans le projet associatif d'Alternatives Cameroun, qui a devant elle de nombreuses perspectives d'action :

- L'association est représentée, via son directeur exécutif, à l'instance de coordination nationale (ICN) du Fonds mondial au Cameroun depuis le début de l'année 2018. Il y occupe la place de représentant titulaire des MARPS (Most At Risk Population) c'est-à-dire des HSH, trans, travailleurs-ses du sexe, usagers-es de drogues par voie intraveineuse et jeunes. Cette présence permettra à l'association de renforcer encore son combat en faveur des droits des populations clés et de s'assurer que leurs intérêts sont bien représentés au sein de cette instance.
- Les élections présidentielles auront lieu en octobre 2018 au Cameroun. L'association est déjà mobilisée et investie pour porter la dépénalisation de l'homosexualité au sein des débats. Elle entend notamment faire se prononcer tous-tes les candidats-es sur le sujet.

- Depuis plusieurs mois un projet de loi visant à protéger les défenseurs des droits de l'homme et un mécanisme national de prévention et de gestion des risques de violences basées sur le genre et sur l'orientation sexuelle et l'identité/expression de genre est en préparation.
- L'association continuera de dénoncer les violations des droits sur la scène internationale et travaillera dans les mois à venir sur une proposition de traité Sogi (Sexual Orientation and Gender Identity) au Conseil des droits de l'homme, en lien avec d'autres pays, pour améliorer le climat dans lequel vivent les personnes LGBTBI au Cameroun et dans d'autres pays.



Alternatives Cameroun
Association camerounaise
pour la défense des droits
de l'homme
Centre Access
2178, Boulevard de la Liberté
BP 12 767 Douala, Cameroun
alternatives.cameroun@gmail.com
www.alternativescameroun.com
Tél. : (+237) 243.117.869
FB : Cmr Alternatives Alternatives